



REFUSONS L'AUSTÉRITÉ ET EXIGEONS DES MOYENS POUR L'ÉDUCATION

POUR GAGNER LA GRÈVE NATIONALE DU 31 MARS,

AMPLIFIONS LES GRÈVES LOCALES ET PORTONS LA SEMAINE D'ACTIONS DU 30 MARS

LA CGT ÉDUC'ACTION, LE SYNDICAT DE TOUS LES PERSONNELS DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Le budget adopté sacrifie les Services publics au refus de la justice sociale et fiscale ainsi qu'au budget militaire et nous serions censé-es applaudir une copie finale nous épargnant les mesures les plus dures du projet d'origine !

Alors que les guerres impérialistes se multiplient faisant peser, au Moyen-Orient, le risque d'une crise économique mondiale, c'est une politique de paix et de réponse aux besoins sociaux qu'il nous faut exiger.

POUR UN AUTRE BUDGET QUI RESPECTE LES PERSONNELS...

Depuis 2010, la valeur du point d'indice n'aura été augmentée que 4 fois et la seule augmentation significative n'aura servi qu'à compenser très partiellement l'inflation record de 2022. L'appauvrissement des personnels qui va avec cette politique (et accentuant par la dégradation des conditions de travail), a cassé l'attractivité de nos métiers et entraîné l'embauche massive de personnels précaires. Il est donc urgent d'augmenter les salaires pour rompre cette spirale...



ENSEMBLE, EXIGEONS :

- ✓ une augmentation indiciaire immédiate de 400€ net par mois de l'ensemble des personnels
- ✓ l'augmentation de 10% de la valeur du point et indexation de celle-ci sur l'indice des prix à la consommation
- ✓ la revalorisation immédiate des grilles indiciaires et une carrière basée sur un seul grade avec doublement du traitement entre début/fin de carrière.
- ✓ l'égalité salariale en mettant fin aux politiques inégalitaires (parts variables, heures supplémentaires, IMP, retards de carrière dus à la parentalité...)
- ✓ l'abrogation la réforme des retraites et revenir à la retraite à 60 ans



QUI AMÉLIORE LES CONDITIONS DE TRAVAIL...

Elles se sont considérablement dégradées pour tous les personnels avec un effet direct sur leur santé et mettant à mal le sens même de leur métier. L'épuisement professionnel touche de plus en plus de collègues qui tiennent l'institution à bout de bras.

NON À LA PÉNALISATION DES MALADES ET AU JOUR DE CARENCE

Alors qu'ils-elles subissaient déjà la retenue d'un jour de carence en cas d'arrêt maladie, les agent-es subissent depuis le budget 2025, la baisse de l'indemnisation des arrêts maladie à 90% du salaire. Ce sont des attaques insupportables contre notre système de protection sociale et injustes pour les collègues.

Exigeons leur suppression et gagnons le 100% Sécu. La santé n'est pas un luxe.

... ET QUI RÉSORBE LA PRÉCARITÉ

ENSEMBLE, GAGNONS :

- ✓ la réduction du nombre de trop-perçus par les non-titulaires en créant des postes dans les services pour améliorer leur suivi et en appliquant la subrogation en cas d'arrêts maladies ; limiter l'impact financier mensuel des trop perçus dans l'échéancier de remboursement
- ✓ la création d'un statut de catégorie B avec une obligation réglementaire de service de 24h pour les AESH
- ✓ la création d'un statut de catégorie B pour les AEd ainsi qu'un statut amélioré d'étudiant-es surveillant-es
- ✓ la titularisation de l'ensemble des non titulaires sans condition de concours ni de nationalité et fin du recours aux personnels non-titulaires.

UN AUTRE BUDGET POUR AMÉLIORER LE SERVICE PUBLIC D'ÉDUCATION

Dans notre secteur, la baisse démographique sert d'excuse pour supprimer toujours plus de postes. Or les suppressions massives sous Sarkozy se sont faites dans un contexte d'explosion démographique des années 2000 dont nous payons déjà les conséquences (effectifs/classe records...) ! Alors que l'Éducation nationale est déjà à l'os, il faut au contraire profiter de la baisse démographique pour **améliorer le fonctionnement du service public d'Éducation au service des élèves (conditions d'étude) comme pour les personnels (conditions de travail) et donc créer massivement des postes pour :**

- ✓ **diminuer le nombre d'élèves/classe** (alors que la France est dans les plus mauvais élèves de l'OCDE de ce point de vu)
- ✓ **donner les moyens aux personnels de réussir la prise en charge et l'inclusion des élèves** en situation de handicap en créant suffisamment de postes d'AESH (sous statut) et d'enseignant-es spécialisé-es plutôt que mettre en place le tri des élèves avec les PAS ou la fermeture de places en ESMS
- ✓ **améliorer la politique de remplacement des personnels**, notamment par la création massive de postes de remplaçant-es et de personnels administratifs plutôt que par la politique de gestion de la pénurie ou l'extension des zones à couvrir
- ✓ **mettre fin à la concurrence déloyale de l'enseignement privé sous contrat**, qui choisit ses élèves, en le nationalisant

RECONSTRUIRE UNE POLITIQUE PUBLIQUE POUR LA JEUNESSE...

Malgré de grandes déclarations sur la jeunesse qui va mal et à la santé mentale fragile, qui subit le harcèlement, les phénomènes de violence... **le gouvernement ne répond que par des projets répressifs voués à l'échec et se refuse à donner les moyens nécessaires à la prévention.**

Pourtant, plutôt qu'écrire une lettre aux parents, **ce sont des moyens que le ministre doit débloquer pour :**

- ✓ des créations massives de postes de Vie scolaire, de RASED et de personnels sociaux et de santé dans l'Éducation
- ✓ **former les personnels** et leur donner les moyens pour prévenir les phénomènes de harcèlement
- ✓ **renforcer l'EVARS** par le nombre de séances et la formation des personnels
- ✓ **redonner les moyens humains et financiers aux politiques de santé mentale**, aux services de la PJJ, à la politique de la ville et aux ministères de la culture et du sport



... ET UNE ÉCOLE QUI L'ÉMANCEIPE

Il est urgent de revenir sur l'ensemble des réformes de tri social de Blanquer et Attal mais aussi redonner plus à celles et ceux qui ont le moins. Plutôt que des demi-mesures sur le parcours en Y et les groupes de niveaux collège et autre rustine pour l'Éducation prioritaire proposées par E.Geffray, **ENSEMBLE, EXIGEONS :**

- ✓ **la fin complète des groupes de niveaux et du parcours en Y**
- ✓ **une formation initiale des enseignant-es qui ne soit pas une mise au pas** de la liberté pédagogique de nos futur-es collègues
- ✓ **le refus de la militarisation des élèves** et l'abandon des classes défenses
- ✓ **une nouvelle carte de l'Éducation prioritaire**, intégrant les lycées, basée sur des critères objectifs et transparents et non sur une enveloppe budgétaire fermée.

